

Somalie : prolongation de deux mois de la force africaine

@rib News, 23/12/2008 â€“ Source AFPLe Conseil de paix et de sÃ©curitÃ© de l'Union africaine (UA) a dÃ©cidÃ© lundi de "prolonger de deux mois" le mandat de la force de paix africaine en Somalie (Amisom) qui expirait Ã la mi-janvier, a annoncÃ© Ã l'AFP El Ghassim Wane, porte-parole de l'organisation."Le CPS a discutÃ© de faÃ§on approfondie de la situation en Somalie et a dÃ©cidÃ© de proroger le mandat de la mission sur le terrain de deux mois", a dÃ©clarÃ© M. Wane Ã l'issue d'une rÃ©union du Conseil Ã Addis Abeba.

"Dans ce contexte, (le Conseil) a rÃ©itÃ©rÃ© son appel aux Etats membres pour fournir des troupes nÃ©cessaires Ã l'Amisom forte de seulement 3.400 soldats burundais et ougandais, alors que le mandat de l'Amisom prÃ©voit un contingent total de 8.000 hommes -, a soulignÃ© M. Wane. A l'issue des dÃ©libÃ©rations du CPS, le prÃ©sident de la rÃ©union, le ministre zambien des Affaires Ã©trangÃ¨res, Kabinga J. Pande, a prÃ©cisÃ© Ã la presse que "le mandat de l'Amisom a Ã©tÃ© prolongÃ© de deux mois Ã partir du 16 janvier 2009". Il a affirmÃ© que "le gouvernement Ã©thiopien a indiquÃ© qu'il pouvait prolonger sa prÃ©sence jusqu'au 5 janvier mais pas plus tard". Un dÃ©lai qui pourrait permettre aux renforts de l'Amisom - trois bataillons (environ 800 hommes) du Burundi, d'Ouganda et du Nigeria - de se dÃ©ployer. ConfrontÃ©e Ã la dÃ©cision du gouvernement Ã©thiopien de retirer son corps expÃ©ditionnaire de Somalie d'ici dÃ©but 2009, l'UA tente par tous les moyens de renforcer l'Amisom, dÃ©ployÃ©e depuis mars 2007 Ã Mogadiscio. Le Conseil a demandÃ© Ã la Commission de l'UA de s'assurer que ce "retrait soit Ã©troitement coordonnÃ© avec le renforcement auquel nous travaillons pour assurer la stabilitÃ© de la situation sÃ©curitaire" en Somalie, a commentÃ© M. Wane. Pour sa part, le commissaire Ã la paix et Ã la sÃ©curitÃ© de l'UA, Ramtane Lamamra, a soulignÃ© qu'il existe une "volontÃ© trÃ¨s forte de la communautÃ© internationale de poursuivre la mission de paix qui est celle de l'Amisom". "L'idÃ©e d'un retrait de la Somalie a Ã©tÃ© Ã©voquÃ©e pour Ãªtre repoussÃ©e. C'est bel et bien l'Amisom qui aujourd'hui reprÃ©sente la communautÃ© internationale sur le terrain", a-t-il estimÃ©, affirmant avoir reÃ§u des "assurances de l'ONU" sur un soutien logistique important et la possibilitÃ© Ã terme de transformer l'Amisom en force de maintien de la paix onusienne. Selon lui, l'Union EuropÃ©enne et la Ligue Arabe ont promis de soutenir financiÃ¨rement la force et son renforcement. Il a indiquÃ© que l'organisation continentale doit "trÃ¨s rapidement se rapprocher du gouvernement Ã©thiopien pour discuter de la transition". Il a reconnu que le dÃ©ploiement de renforts doit "Ãªtre trÃ¨s rapide, mais le pire n'est jamais sÃ©r, il faut faire preuve de volontÃ©, croire surtout que ce que nous faisons vise Ã Ã©viter que les efforts consentis jusque lÃ par la communautÃ© internationale ne soient pas ruinÃ©s par le dÃ©mantÃ¨lement de l'Amisom suite au retrait Ã©thiopien". Le CPS a Ã©galement "dÃ©cidÃ© d'endosser la dÃ©cision de l'Igad (AutoritÃ© intergouvernementale pour le dÃ©veloppement, six pays d'Afrique de l'Est) d'imposer des sanctions ciblÃ©es contre tous ceux qui menacent le processus de paix en Somalie", a indiquÃ© M. Pande. L'Igad a condamnÃ© dimanche le prÃ©sident du gouvernement de transition somalien, Abdullahi Yusuf Ahmed, et imposÃ© des sanctions contre Mohamoud Mohamed Gouled, le Premier ministre dÃ©signÃ© par M. Yusuf le 16 dÃ©cembre malgrÃ© l'opposition du Parlement somalien qui a jugÃ© illÃ©gal le limogeage de l'actuel Premier ministre, Nur Hassan Hussein. L'armÃ©e Ã©thiopienne est intervenue officiellement depuis fin 2006 en Somalie en soutien Ã son gouvernement et pour chasser les islamistes du pouvoir. Deux ans plus tard, les insurgÃ©s de la mouvance islamiste contrÃ¶lent de nouveau une grande partie du centre et du sud de ce pays, ravagÃ© par la guerre civile depuis 1991.